

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°102 – Semaine du 5 septembre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Taux prévisionnel de croissance moyenne du PIB des pays nordiques (hors Islande) en 2025 :

1,0 %

Ce taux moyen, fondé sur les anticipations de la banque SEB et non sur les projections officielles nationales, masque des disparités au sein de la zone : 1,8% pour le Danemark, 1,1% pour la Suède, 0,8% pour la Finlande et 0,5% la Norvège. Par ailleurs, l'Institut islandais des statistiques prévoit une croissance du PIB de +2,2% pour 2025 (données de juillet 2025).

Source : [SEB Nordic Outlook, August 2025](#) ; [Statistics Iceland](#)

Pays nordiques

Les postes nordiques annoncent la suspension des expéditions de colis de plus de 100\$ vers les États-Unis.

Cette décision est appliquée par *PostNord* (Suède et Danemark), *Posti* (Norvège), *Posten* (Finlande) et *Íslandspóstur* (Islande). Elle résulte des nouvelles règles douanières imposées par les États-Unis depuis le 30 août dernier. Auparavant, les marchandises d'une valeur inférieure à 800\$ pouvaient être expédiées dans le pays sans surtaxes douanières ou fiscales. Selon Björn Bergman, responsable de la communication de *PostNord*, les petites et moyennes entreprises du e-commerce sont les acteurs les plus touchés. Toutefois, les particuliers

peuvent encore envoyer des colis d'une valeur maximale de 100\$ en franchise de droits. Depuis le 22 août, 25 pays, dont la Poste en France, ont arrêté temporairement l'expédition de colis vers les États-Unis.

Le blanchiment d'argent s'élevait à plus de 41 Mds\$ dans les pays nordiques (hors Islande) en 2023.

Selon un rapport de *Nasdaq Verafin* publié en 2025, le blanchiment représentait 2,3% du PIB de la région. En Norvège, au Danemark et en Finlande, il est évalué entre 1,8% et 2,1% du PIB selon les pays. La Suède est le pays de la zone ayant le niveau le plus élevé, tant en termes de montant (15,3 Mds\$), qu'en pourcentage du PIB (2,5%). Le gouvernement suédois a réuni le 2 septembre 2025 les principales banques suédoises et nordiques et l'autorité de police nationale pour suivre l'avancement des travaux de lutte contre l'économie criminelle.

Danemark

Le gouvernement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2025.

Le ministère de l'Économie a publié ses prévisions pour la croissance de l'année 2025 et 2026, dans lesquelles il réévalue à la baisse le taux de croissance du PIB pour 2025, à 1,4% désormais au lieu de 3% dans son rapport de mai dernier. Cette révision est motivée par la dégradation des perspectives de croissance de l'industrie pharmaceutique, l'incertitude créée par les droits de douane américains et par la révision des comptes nationaux par *Denmarkstatistics*, qui a relevé des erreurs de calcul de la croissance depuis 2021. Les exportations stagneraient (+0,9% pour 2025), alors qu'elles avaient crû de +7,1% l'année dernière (la consolidation de l'industrie pharmaceutique en est pour partie la cause). Malgré les incertitudes mondiales, le Ministère estime que l'économie danoise reste solide : l'emploi continue de progresser, l'inflation reste stable et le chômage se maintient à un niveau faible. Il estime qu'en 2025 et 2026, la consommation privée, qui devrait repartir à la hausse avec une progression attendue de 2,3% cette année et 2,2% l'année prochaine, devrait soutenir la croissance de l'économie danoise. Celle-ci pourrait s'établir à 2,1% en 2026. Malgré un revenu disponible élevé, la confiance des consommateurs reste néanmoins au plus bas ce qui laisse des incertitudes quant à l'évolution de leur consommation.

Dans ce contexte, une nouvelle étude de *Dansk Industri*, la Confédération des industries danoises, évalue que la moitié de la croissance du Danemark des cinq dernières années proviendrait de vingt entreprises. Le phénomène est encore plus marqué sur les trois dernières années : depuis 2021, la croissance n'aurait été que de 0,2%, contre 4,6% grâce à leur contribution. Au cours des trois dernières années, l'industrie pharmaceutique a contribué à la croissance à hauteur d'environ deux points de pourcentage par an en moyenne.

Le gouvernement a présenté son projet de loi de finances (PLF) 2026.

Le PLF prévoit un assouplissement de la politique budgétaire de 0,9% du PIB portant le solde budgétaire quasiment à l'équilibre. Cette position budgétaire légèrement expansionniste s'explique principalement par une augmentation des dépenses en matière de sécurité et défense,

de « bien-être », et de transition verte, ainsi que par des baisses de recettes à travers des allègements d'impôts. Ainsi, le gouvernement devrait allouer 10 Mds DKK (1,3 M€) supplémentaires pour la défense, la sécurité et le soutien militaire à l'Ukraine, 1,6 Mds DKK (214,4 M€) pour l'amélioration des structures de garde d'enfants et 1 Md DKK (134 M€) pour prolonger un dispositif d'investissement vert. Parmi les principales mesures de baisse des recettes figurent la réduction de la taxe sur l'électricité, au niveau minimum européen, qui devrait correspondre à une baisse des recettes de 7 Mds DKK (938 M€) en 2026 ; la suppression des taxes sur le chocolat, le café et le sucre qui devrait permettre de réduire les droits d'accises d'environ 1,3 Md DKK (174,2 M€) en 2026 et de 2,6 Mds DKK (348,3 M€) en 2027 et 2028 et la suppression de la TVA sur les livres, pour 340 M DKK (45,6 M€). La loi de finances 2026 s'inscrit dans un contexte où la marge de manœuvre budgétaire, c'est-à-dire la différence entre le solde public effectif et celui décidé dans le plan budgétaire pluriannuel, qui autorise un déficit maximum de 0,5% du PIB jusqu'en 2030, a été pour la cinquième fois revu à la hausse. La marge de manœuvre est aujourd'hui estimée à 108 Mds DKK (14,5 Mds€). Avec ce PLF 2026, le gouvernement entend utiliser une partie de cette marge de manœuvre pour dynamiser la consommation privée et la consommation publique, qui devrait croître de 5,5% - son plus haut niveau de croissance depuis 1978.

Ørsted subit un nouveau revers aux Etats-Unis.

Le 2 août, le Bureau de gestion de l'énergie océanique, une agence du département de l'Intérieur américain, a décidé de suspendre *Revolution Wind*, l'un des principaux chantiers offshore d'Ørsted au large du Rhode Island, invoquant la nécessité de « répondre aux préoccupations liées à la protection des intérêts de sécurité nationale ». Ce projet de 1,5 Mds\$, déjà achevé à 80% avec 45 des 65 éoliennes installées, devait entrer en service en 2026 pour alimenter 350 000 foyers dans le cadre de contrat d'une durée de vingt ans. L'énergéticien danois indique explorer toutes options, y compris juridiques, afin de relancer rapidement le chantier.

Cette décision intervient dans un contexte difficile pour le géant danois de l'éolien, propriété à hauteur de 50,1% de l'État

danois. Confronté à la flambée des coûts des matières premières, à la hausse des taux d'intérêt et à l'évolution défavorable du marché américain, le groupe a vu sa capitalisation boursière divisée par dix depuis 2021. Le retard potentiel, voire la perte de revenus liés au projet *Revolution Wind*, ajoute une pression supplémentaire sur Ørsted, qui avait déjà annoncé au début du mois d'août une augmentation de capital à hauteur de 60 Mds DKK (8 Mds€) après l'échec de sa recherche de partenaires pour financer le projet *Sunrise Wind* au large de New York. Pour le moment, l'État danois et la compagnie norvégienne *Equinor* (10%) ont annoncé leur soutien à cette opération. Ørsted et *Equinor* ont également annoncé vouloir approfondir leur coopération industrielle.

Trois soumissionnaires ont été préqualifiés dans le cadre de l'appel d'offres pour le renouvellement du contrat d'exploitation du métro de Copenhague, à partir de 2027.

Les préqualifiés sont *Metro Service A/S*, l'actuel exploitant, *Keolis Denmark A/S* et *KKBH Metro Partner Aps*, qui s'est associé avec *RATP Development SA*. La signature du nouveau contrat est prévue en septembre 2026 avec une prise d'effet en septembre 2027. Mis en service à partir de 2001 et doté aujourd'hui de quatre lignes, le métro de Copenhague, entièrement automatisé et fonctionnant en continu, transporte 400 000 voyageurs quotidiens avec un record de fréquentation enregistré en 2024 (126 M de passagers), année de l'inauguration de la quatrième ligne.

L'entreprise française RIBER, leader mondial des produits semi-conducteurs composés par technologie MBE et des services associés, s'associe avec le Novo Nordisk Foundation Quantum Computing Programme (NQCP) pour établir une usine de fabrication de puces de pointe à l'Institut Niels Bohr de l'Université de Copenhague (Københavns Universitet). La nouvelle installation sera exploitée par une équipe conjointe d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens du NQCP et de RIBER.

Finlande

Le gouvernement s'accorde sur le projet de budget pour 2026.

Certaines des mesures proposées par la ministre des finances ne faisant pas consensus, le gouvernement a revu la copie le 2 septembre. Il prévoit un budget total de 90,3 Mds€, avec 8,7 Mds€ de déficit (en incluant 2,3 Mds€ de recettes issues de la dissolution du fonds national de logement). Il maintient la cible de 1 Md€ de coupes additionnelles afin de stabiliser la croissance de la dette publique qui atteint 85,3 % du PIB en 2025, mais l'effort est reporté en 2027 (224 M€ en 2026 et 1 012 M€ en 2027). Les principales coupes sont concentrées sur la production de logement social, les subventions aux entreprises, le financement de la R&D, les aides à l'intégration des immigrants et la coopération au développement. Les recettes seront augmentées par la fiscalité (alcool et tabac, retraites) et une ponction dans le fonds de pension de l'Etat. Le projet de loi en cours de finalisation sera approuvé par le gouvernement le 22 septembre et transmis au parlement.

Fitch abaisse la notation de AA+ à AA avec perspective stable.

Le taux d'endettement pourrait atteindre 86,3% du PIB selon l'agence Fitch, qui juge que les mesures de consolidations fiscales prises afin de stabiliser la trajectoire de la dette sont insuffisantes.

L'épargne privée finlandaise a atteint un pic historique en juin 2025.

D'après la Banque centrale finlandaise, le stock d'épargne des ménages atteint 114,7 Mds€ fin juin 2025, soit une augmentation de 3,8% par rapport à l'année dernière à la même période. Les intérêts ont diminué, avec un taux moyen de 2,3% par rapport à 3,17% en juin 2024. Dans le même temps, la détention d'actions cotées par les ménages a augmenté de 8% pour atteindre 52,4 Mds€, alors que le record est de 56,1 Mds€ (août 2021).

L'inflation a augmenté pour atteindre un taux annuel de 2,2%.

L'indice des prix à la consommation harmonisé augmente de 0,3 point de pourcentage par rapport à juillet 2025. Selon

Statistics Finland, les secteurs qui progressent le plus sont la santé et les services de communication avec une augmentation des prix de 6,7%.

Le taux de chômage en Finlande augmente de 1 point de pourcentage sur le deuxième trimestre.

Le taux de chômage atteint 10,2%, soit +0,9 point de pourcentage par rapport à l'année dernière à la même période, selon l'enquête emploi de *Statistics Finland*. Environ 297 000 chômeurs sont recensés sur le trimestre. La Finlande compte 2,9 M d'actifs.

Des subventions en lien avec la transition écologique.

Business Finland a octroyé 263 M€ d'aides à des projets verts. L'énergéticien *Fortum*, propriétaire de l'usine hydro-métallurgique de recyclage de batteries en boucle fermée, a reçu plus de 80 M€ afin d'augmenter sa capacité de recyclage par dix dans son usine de Harjavalta. Le confiseur *Fazer*, ayant reçu 20 M€, a annoncé un investissement de 400 M€ pour une usine de production de chocolat qui pourra couvrir ses propres émissions de carbone.

Les grèves de Finnair devraient coûter 100 M€ à l'entreprise.

Les actions syndicales qui se sont déroulées au premier semestre ont coûté 51 M€ de chiffre d'affaires et réduit le résultat d'environ 70 M€. Sur l'année, la perte est estimée à environ 100 M€, ramenant le chiffre d'affaires entre 3,3 et 3,4 Mds€, et le résultat d'exploitation entre 100 et 200 M€.

L'entreprise IQM lève 320 M\$.

La startup finlandaise créée en 2018 et basée à Espoo, qui produit et commercialise des ordinateurs quantiques, a réussi une nouvelle levée de fonds, avec l'appui de l'entreprise de cybersécurité américaine *Ten Eleven Ventures*. *IQM* rejoint le cercle des licornes, étant désormais évaluée à plus de 1 Md€ selon son co-CEO et co-fondateur Jan Goetz.

Islande

La croissance islandaise recule de 1,9% au deuxième trimestre.

Selon les chiffres publiés par l'Institut islandais des statistiques, le PIB islandais au deuxième trimestre 2025 serait inférieur de 1,9% à celui de la même période en 2024. Ces résultats s'expliquent notamment par un recul des exportations de biens, en baisse de 4,5% en glissement annuel. Selon les premières estimations, le PIB islandais aurait augmenté de 0,3% sur le premier semestre 2025.

L'inflation recule d'un mois sur l'autre et les taux directeurs restent inchangés.

L'inflation en août 2025 est estimée à 3,8%, en légère baisse par rapport au chiffre de 4% rapporté pour le mois de juillet 2025. Son niveau retombe ainsi dans la bande de tolérance de la Banque centrale, qui admet une déviation tolérable de 1,5 point de pourcentage autour de son objectif de 2,5%. Le comité de la politique monétaire de la Banque centrale a décidé lors d'une décision du 20 août de maintenir son taux directeur à 7,5%, jugeant que les conditions n'étaient pas réunies pour un nouvel assouplissement de la politique monétaire.

Taux de chômage à 3,2% de la population active en juillet 2025 et ralentissement de l'immigration.

Au mois de juillet 2025, le taux de chômage en Islande s'est établi à 3,2% de la population active, ce qui représente environ 7800 personnes et une augmentation d'1,3 point de pourcentage d'une année sur l'autre. Autre variable d'ajustement du marché du travail, l'immigration ralentit progressivement, avec une augmentation nette du nombre des ressortissants étrangers de 1700 au premier semestre alors que l'augmentation totale du nombre de ressortissants étrangers en Islande était de 4183 sur l'ensemble de l'année 2024.

Signature d'une lettre d'intention pour la création d'un datacenter à Bakki.

La municipalité de Norðurþing, dans le nord-est de l'Islande, a signé une lettre d'intention avec le groupe britannico-norvégien *Giga 42* en vue de l'installation d'un datacenter spécialisé dans l'intelligence artificielle sur le site de Bakki, à proximité d'Húsavík, après que l'usine de ferro-silicium *PCC Bakki* a cessé ses opérations suite à d'importantes difficultés économiques. L'installation effective du datacenter dépend, entre autres choses, de négociations avec Landsvirkjun pour assurer la disponibilité de la ressource électrique nécessaire. La construction est prévue pour 2026.

Augmentation de 13,5% de la fréquentation des hôtels islandais en juillet 2025.

La fréquentation des hôtels islandais connaît une augmentation annuelle de 13,5% au mois de juillet 2025, avec 654 000 nuitées recensées à travers le pays. Bien que l'ensemble des régions du pays soient concernées par cette hausse, ce sont dans les régions du sud (+23%) et de l'est (+19,4 %) que la fréquentation touristique a le plus augmenté. Le taux d'occupation des hôtels islandais sur la période était de 89% sur l'ensemble du pays et de 97% dans l'est.

Landsvirkjun reçoit une importante amende de l'autorité de la concurrence.

Le producteur national d'électricité *Landsvirkjun* a reçu le 20 août 2025 une amende d'1,4 Md ISK (9,7 M€) de la part de l'autorité islandaise de la concurrence pour abus de position dominante entre 2017 et 2021. L'entreprise se positionnait sur les marchés de fourniture d'électricité passé par le gestionnaire de réseau *Landsnet* à des prix plus bas que ceux qu'elle pratiquait pour la revente auprès des autres fournisseurs, concurrents sur ces marchés. Le PDG de *Landsvirkjun* a exprimé sa surprise face à cette sanction et a annoncé faire appel.

Norvège

Élections législatives norvégiennes le 8 septembre.

Le Parti travailliste, actuellement au pouvoir, demeure le favori des élections avec selon les dernières intentions de vote (27,3% au 2 septembre 2025). Viennent ensuite deux partis de droite : le Parti du progrès (crédité de 21,2%) et le Parti conservateur, qui connaît ses intentions de vote les plus faibles depuis seize ans (13,4%). La couleur politique de l'assemblée dépendra en grande partie du score des petits partis qui pourront faire l'appoint. L'actuel Premier ministre travailliste, Jonas Gahr Støre, demeure le favori et bénéficie d'une cote de popularité de 46%, contre 24% pour Erna Solberg (Parti conservateur) et 18% pour Sylvi Listhaug (Parti du progrès, droite nationaliste). Il pourrait ainsi former un gouvernement travailliste à majorité relative, en privilégiant les négociations au cas par cas avec les autres partis de gauche.

Ralentissement de la croissance en 2025 selon le FMI.

Le 28 août 2025, le Fonds Monétaire International a publié son rapport article IV sur l'économie de la Norvège. Le Fonds estime que celle-ci reste porteuse de croissance, en dépit d'un ralentissement en 2025 (+0,7% contre 2,1% en 2024). La croissance est tirée par les secteurs hors hydrocarbures (+1,5% contre +0,6% en 2024), alors que le secteur pétrogazier connaît un ralentissement. La croissance 2026 devrait enregistrer un rebond, soutenue par la baisse des taux d'intérêt et une politique budgétaire expansionniste. La maîtrise de l'inflation (+3% en 2025) est identifiée comme le principal défi pour les autorités.

Hausse du chômage. Le chômage a augmenté de 0,2 point de pourcentage en juillet, pour atteindre 4,6% de la population active, selon le Bureau central des statistiques. L'Agence pour la sécurité sociale et l'emploi (NAV) constate une évolution similaire, avec un taux de chômage de 2,2% en juillet (méthode de calcul différente).

Forte inflation des denrées alimentaires.

Entre 2021 et 2025, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de +38,4% en Norvège, contre +28,1% dans la

zone euro. Sur un an, l'inflation des produits agroalimentaires a atteint 5,9%, soit 1,5 points de pourcentage de plus que la moyenne des prix en Norvège. S'exprimant devant les représentants de la grande distribution le 25 août, la ministre du commerce et de l'industrie, Cecilie Myrseth, a imputé cet état de fait à la situation oligopolistique du secteur. En 2023, quatre groupes norvégiens contrôlaient 98% des réseaux de distribution, dont *Norgesgruppen* (43% des parts de marché).

La Norvège frappée par les droits de douanes américains.

Après plusieurs mois de négociations, la Norvège a été imposée le 2 août 2025 par des nouvelles mesures douanières, qui imposent désormais une taxe de 15% sur les produits norvégiens. Le poids du Fonds souverain norvégien dans l'économie américaine, avec un portefeuille de 896 Mds€ d'actifs aux Etats-Unis, n'a pas suffi à infléchir la décision de Washington.

Suspension jusqu'au 18 novembre de la décision d'imposer les mesures de sauvegarde européennes à la Norvège.

Après une consultation débutée le 19 décembre 2024, la Commission européenne a notifié début août la Norvège et les autres pays AELE de son intention de taxer leurs exportations de ferro-alliages en direction du marché commun. Le Français Eramet, producteur de ferroalliages à base de manganèse fortement implanté en Norvège, et *Elkem*, producteur norvégien de ferroalliages à base de silicium, seraient potentiellement sévèrement affectés. Après un vote le 28 juillet 2025 qui n'a pas dégagé de majorité (avec les votes négatifs de l'Allemagne et la France), la Commission s'est vue contrainte de différer sa mise en œuvre au 18 novembre prochain afin que la mesure fasse l'objet de discussions et d'amendements complémentaires.

Retrait du Fonds souverain de vingt-huit entreprises israéliennes.

Depuis le début de l'été, le fonds souverain norvégien s'est retiré de vingt-huit entreprises israéliennes en raison de leur implication dans des « violations du droit international » à Gaza et en Cisjordanie.

La Norvège choisit le Royaume-Uni pour le renouvellement de ses cinq frégates.

Dans un communiqué publié le 31 août, le gouvernement norvégien a annoncé retenir l'offre de frégates Type 26 proposée par le groupe *BAE Systems*, pour un montant d'environ 8,5 Mds€. L'offre française de frégates FDI présentée par Naval Group, moins coûteuse et assortie d'un calendrier de livraison plus court, n'a pas été retenue, pas plus que la *Constellation* américaine ou la *Meko A-400* allemande. La signature de ce contrat marque la préférence de la Norvège pour un renforcement de sa coopération militaire avec le Royaume-Uni, dont la marine fonctionne déjà de manière imbriquée avec son homologue norvégienne.

Intérêt du Canada pour les futurs sous-marins norvégo-allemands.

La Norvège et l'Allemagne ont été sélectionnées, aux côtés de la Corée du Sud, par le Canada pour le deuxième tour de l'appel d'offres portant sur la livraison de douze nouveaux sous-marins, d'un montant de 37 Mds€. La Norvège et l'Allemagne participent depuis 2016 au programme conjoint de construction des sous-marins de type 212CD, basés sur la conception allemande du Type 212A, déjà utilisée par les marines allemande et italienne.

Nouvelle stratégie norvégienne pour l'éolien en mer.

Le gouvernement a présenté le 5 août une stratégie pour l'industrie de l'éolien en mer, qui totalisait près de 6 000 emplois en 2023. Cette stratégie conforte l'engagement politique et financier de l'Etat en faveur de cette technologie, et propose notamment de renforcer les partenariats avec les principaux acteurs de la mer du Nord, impliquer les acteurs portuaires dans le développement de cette industrie et créer d'ici 2026 un plan concret pour le développement de l'éolien offshore, afin de donner aux développeurs et à l'industrie la meilleure prévisibilité possible.

Première injection de CO₂ de Northern Lights.

Le 25 août 2025, Northern Lights, JV entre TotalEnergies, Equinor et Shell, a procédé à la première injection de CO₂ sous le plateau continental au large de Bergen. Le carbone provenait de la cimenterie *Heidelberg* de Brevik, située au sud de la Norvège, dont l'unité de capture avait été inaugurée les 17 et 18 juin. Le CO₂ a ensuite été transporté jusqu'à Øygarden à

bord des navires au GNL *Northern Pionnier* et *Northern Pathfinder*, construits en Chine par *Dalian Shipbuilding Industry Co* (DSIC).

Démantèlement des infrastructures du nucléaire norvégien.

La commission norvégienne de démantèlement nucléaire (NDD) estime à 4,7 Mds€ le coût du démantèlement du centre de recherche de Halden. En 2016, cette estimation s'élevait à 1,2 Md€. Les travaux pourraient durer de vingt à vingt-cinq ans, mais le lieu de stockage des dix-sept tonnes de déchets nucléaires n'a pas encore été décidé.

Exploitation des hydrocarbures.

Selon le ministère de l'énergie norvégien, les réserves de pétrole et de gaz pourraient être exploitées pendant encore une trentaine d'années. Afin d'éviter une chute brutale de la production après 2030, l'administration appelle à intensifier les efforts de prospection et de développement des gisements existants, tout en lançant des recherches dans des zones encore inexplorées. Le 21 août, la société *Aker BP* a annoncé l'une des plus importantes découvertes pétrolières de la décennie sur le champ *Yggdrasil*, en mer du Nord, avec un potentiel estimé entre 96 et 134 M de barils.

Nouveau projet gazier en mer de Norvège.

La phase 3 du projet Ormen Lange du terminal gazier de Nyhamna a été inaugurée le 26 août 2025. Ce projet de *Shell* devrait rapporter plus de 5,9 Mds€ de recettes à l'Etat norvégien.

De nouveaux tirs de fusées prévus à Andøya en 2026.

Le 27 août, l'entreprise allemande *Isar Aerospace* a annoncé la signature de deux nouveaux contrats de lancement : l'un avec l'entreprise française *Infinite Orbits*, pour l'envoi des satellites Tom et Jerry, l'autre avec le néerlandais *ISISpace*, pour sa mission CASSINI. Les lancements sont prévus en 2026. Le prochain tir d'essai est programmé dès novembre prochain.

Fonds souverain. Le Fonds souverain norvégien a annoncé l'acquisition, pour 466 M€, de 95% du gratte-ciel *Americas Tower* à New York. L'immeuble de cinquante étages, qui compte 100 000 m² de bureaux, était la propriété de la caisse de retraites des enseignants de l'Etat de Californie.

Suède

Le gouvernement annonce un projet de loi de finances 2026 expansif, à un an des élections générales. Selon Elisabeth Svantesson, ministre des Finances, la coalition de « Tidö » (modérés, libéraux, chrétiens-démocrates et démocrates de Suède) envisage 80 Mds de SEK (7,1 Mds€) de dépenses budgétaires additionnelles pour l'année prochaine, ce qui correspond à 1,2% du PIB (soit deux fois plus que la moyenne allouée entre 2010 et 2020). Les mesures seront détaillées le 22 septembre lors de la présentation du PLF 2026 et pourraient comporter des baisses d'impôt sur le revenu, une hausse des allocations familiales et une baisse de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées (de 12% à 6%).

La croissance suédoise atteint 1,4% au 2^{ème} trimestre 2025 en glissement annuel. Selon l'institut statistique suédois, la croissance du PIB a progressé de 0,5% au 2^{ème} trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent et de 1,4% en glissement annuel, dépassant les prévisions des analystes. Le ministère des Finances suédois maintient ses prévisions de croissance du PIB à 0,9% en 2025 et révisé à la hausse sa prévision pour 2026, à +3% (+0,4 point de pourcentage). Le taux de chômage reste parmi les plus élevés des pays de l'UE, selon Eurostat (8,7% en 2025 et 8,3% en 2026 selon les projections du gouvernement).

L'appréciation de la couronne suédoise (SEK) par rapport au dollar et à l'euro se poursuit. Après plusieurs années de dépréciation, la couronne suédoise s'est appréciée respectivement de 4% et 14% par rapport à l'euro et au dollar américain depuis le 1^{er} janvier 2025. Depuis le début de l'année, la monnaie suédoise est celle qui s'est le plus appréciée des dix devises les plus échangées au monde.

La Banque centrale maintient ses taux directeurs inchangés. La Banque Centrale de Suède (*Riksbank*) a décidé de maintenir son taux directeur à 2%, son niveau depuis juin 2025. La *Riksbank* a souligné que l'inflation avait augmenté au cours de l'été plus que ce qu'elle avait prévu. Toutefois, elle considère que cette hausse

serait liée à des facteurs temporaires et qu'une nouvelle baisse du taux pourrait être envisagée d'ici la fin de l'année 2025.

Vattenfall sélectionne la technologie des petits réacteurs modulaires (SMR) pour le site de Ringhals. L'énergéticien suédois, détenu à 100% par l'Etat, a annoncé le 20 août que la poursuite des négociations concernant l'appel d'offre pour le site de Ringhals se poursuivra avec les deux compétiteurs américain *GE-Vernova* et britannique *Rolls-Royce*. Ce choix écarte les offres pour des réacteurs de forte puissance des groupes *EDF* et *Westinghouse* (lequel a construit les douze réacteurs suédois, dont six sont actuellement en fonctionnement).

Klarna confirme son introduction en bourse à New York et espère lever 1,27 Md\$ (1,1 Mds€). La fintech suédoise spécialisée dans les paiements et services financiers en ligne a annoncé le 2 septembre que le prix de souscription devrait se situer entre 35 et 37\$ par action. La valorisation de l'ensemble de l'entreprise se situerait, au prix maximum, à 14 Mds\$. Au total, 34,3 M d'actions seront offertes sur le marché dans le cadre de la cotation. La fintech suédoise avait annoncé son intention de réaliser son introduction en bourse en avril 2025, avant de mettre en pause ce projet dans le contexte des incertitudes internationales et de la volatilité des marchés dans le contexte des annonces tarifaires américaines.

La start-up américaine Lyten rachète la quasi-totalité des actifs de Northvolt. Cette opération pourrait être effective dès le mois d'octobre sous réserve de son approbation par les autorités suédoises et américaines. Elle permettrait de relancer les projets européens de gigafactories de *Northvolt* en Suède (Skellefteå) et en Allemagne (Heide). Lyten rachèterait également le laboratoire de *Northvolt* en Suède (Västerås), le projet d'extension de la gigafactory de Skellefteå et tous les droits de propriété industrielle. La reprise du projet de gigafactory de *Northvolt* au Canada (Montréal) reste à l'étude. Le prix du rachat des actifs de *Northvolt*, dont la valeur marchande est estimé à près de

5 Mds€, n'a pas été divulgué. La start-up américaine de 300 employés prévoit de recruter progressivement plusieurs milliers des 5 000 employés de *Northvolt* qui ont été licenciés. La nouvelle stratégie serait de recentrer la production sur un nombre réduit de clients. Dans un premier temps, l'usine de Skellefteå reprendrait sa production de batteries lithium-ion, mais la conversion en batteries lithium-souffre (plus légères et performantes) est étudiée. L'annonce a été accueillie positivement par le gouvernement lors d'une conférence de presse le 21 août.

Scania annonce le licenciement de 750 salariés en Suède. Ces mesures visent les services RH (400 postes) et commerciaux (350 postes). Le constructeur de camions et d'autobus compte actuellement 22 815 employés en Suède. Dans un communiqué de presse, le PDG de *Scania* Christian Levin explique que cette décision est le résultat de changements technologiques rapides, de la régionalisation des activités et d'une dégradation des conditions de marché.

Le groupe ABB investit 5 M€ sur son site de production en France. Le groupe helvético-suédois, spécialisé dans les technologies de l'énergie et d'automatisation, a annoncé avoir investi dans son site de production français à Chassieu (69) pour répondre à la croissance de la demande mondiale en solutions technologiques d'électrification. Cet investissement comprend notamment un laboratoire de 400 m² pour la R&D et une nouvelle ligne de production entièrement automatisée.

Le groupe de télécommunications suédois Tele2 crée une société de tours télécoms dans les pays baltes. L'entreprise suédoise, détenue à hauteur de 20% par Freya Investissement – véhicule détenu conjointement par Iliad et NJJ holding – a annoncé en août la création d'une nouvelle société, en partenariat avec GCI (détenue par l'investisseur canadien

Manulife IM), qui déploiera des services mobiles et 5G dans les pays baltes. Cette transaction valorisera l'entreprise à 6,3 Mds SEK (560 M€). Cette nouvelle entité sera basée en Lituanie et détiendra 2 700 sites de tours et de toits répartis en Estonie, Lettonie et Lituanie.

La start-up Lovable AI réalise une nouvelle levée de fonds de 200 M\$ et atteint le stade de licorne, huit mois après son lancement. Fondée en 2023 et lancée il y a moins d'un an, la start-up suédoise est déjà valorisée à près de 1,8 Md\$ grâce à plusieurs levées de fonds, dont la dernière de 200 M\$ en juillet 2025. Avec sa plateforme qui permet aux utilisateurs de créer des sites web et des applications à partir du langage naturel, *Lovable* affiche un revenu récurrent annuel de 100 M\$ et 2,3 millions d'utilisateurs actifs.

Asker Healthcare Group devrait acquérir 80% de Finmed. *Asker Healthcare Group*, fournisseur de produits et solutions médicaux, a annoncé dans un communiqué de presse fin juillet avoir signé un accord pour l'acquisition de 80% des actions du groupe paramédical français *Finmed SAS*. La société, basée près de Nice, emploie 62 personnes et son chiffre d'affaires en 2024 s'élevait à 3,5 M€. L'opération, en attente de l'aval des autorités de régulation, devrait, le cas échéant, être finalisée au quatrième trimestre 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	-0,1	0,0	-0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9*	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

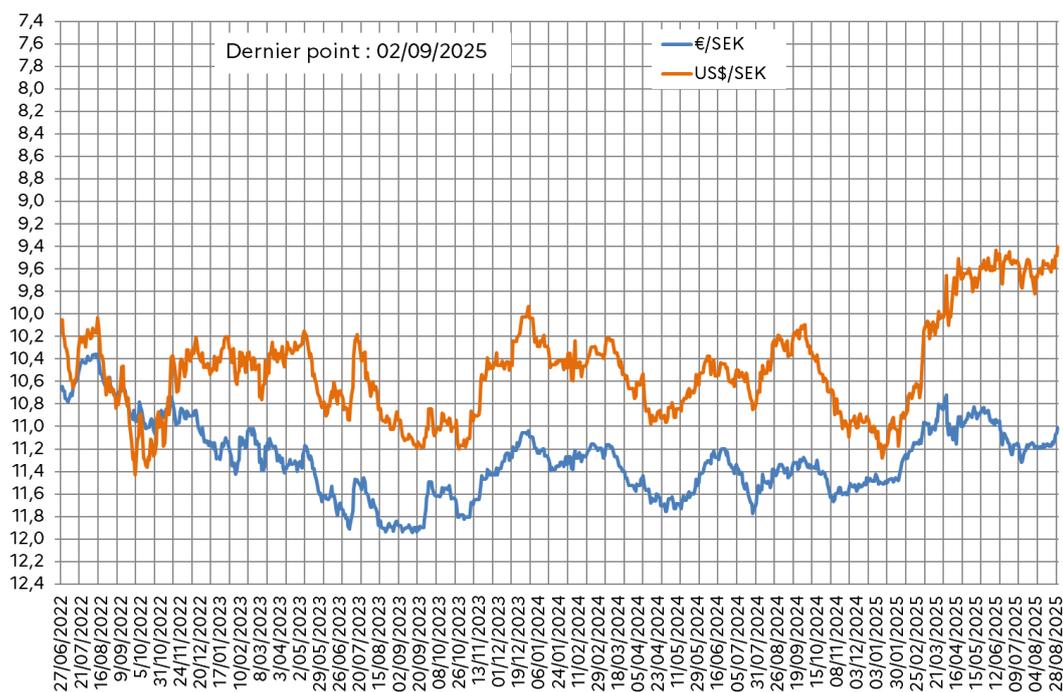
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

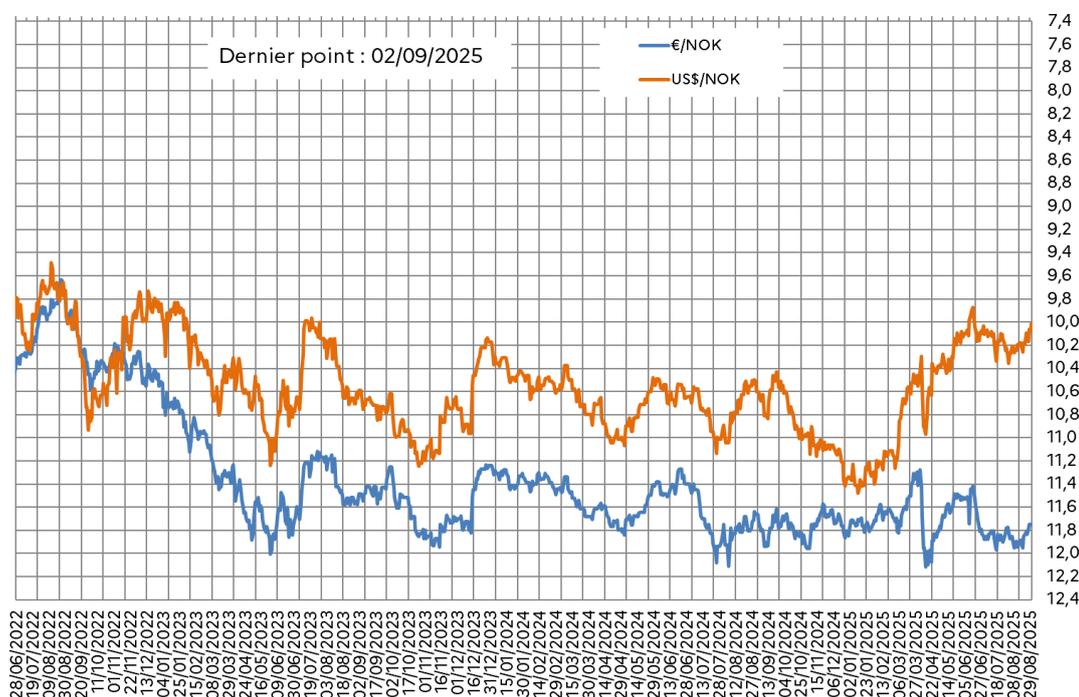
*IPC à taux fixe de la Suède (en glissement annuel) au T1 2025: 2,5

Évolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr